

Lombardie, alors qu'ils sont tous accourus pour délivrer leurs frères d'Italie, alors qu'il y avait des chances favorables pour une cause sainte et bien digne d'un meilleur sort.

Oui, messieurs, la grande majorité des Savoisiens aujourd'hui comme toujours est franchement attachée au Gouvernement libéral et constitutionnel de notre grand et magnanime Charles-Albert. Dans ce moment même près de 20 milliers des nôtres ne sont-ils pas ici l'arme au bras, prêts à marcher sous le fidèle et glorieux étendard de la croix blanche pour mêler de nouveau leur sang au vôtre si nos frontières communes étaient menacées, s'il s'agissait de l'indépendance et de l'honneur à jamais unis et sacrés du Piémont et de la Savoie? C'est parce que vous connaissez de tels sentiments que nous ne craignons pas de vous faire connaître aussi les justes motifs de nos souffrances. Deux années désastreuses et une troisième de misérable récolte ont successivement pesé sur notre pays; elles ont amené la détresse dans beaucoup de familles dont, par surcroît de malaise, tous les enfants les plus vigoureux sont encore sous les drapeaux par suite de ces levées successives, anticipées et presque en masse, qui ont été faites jusqu'à ce jour.

Bien loin que tous ses bras absents puissent travailler la terre qui seule donne du pain à leurs familles, celles-ci font encore leurs derniers efforts pour envoyer aux uns et aux autres les derniers sous qu'elles peuvent trouver. On ne voit plus que des vieillards, des femmes, des enfants aux abois, rappelant à grands cris, dans leurs foyers, au moins les époux, les pères et tous les vétérans des réserves. Partout on se demande avec une angoisse inexprimable pourquoi et jusqu'à quand on tiendra sur pied ces masses de troupes. Serait-il possible qu'on songeât sérieusement à une guerre offensive dont les conséquences seraient incalculables, dont les revers amèneraient d'inévitables et affreuses catastrophes? Et nous tous, messieurs, dans des circonstances aussi graves, pourrions-nous subir l'influence de la démagogie étrangère? Nous, les mandataires du peuple qui souffre et qui paie, pourrions-nous voter des fonds pour une guerre à tout prix, agressive et immédiate, comme la veut aujourd'hui un zèle trop ardent, pour qu'il ne soit pas irréflecti? Mais avec la guerre, ne risquerons-nous pas d'ajourner et de perdre à jamais les grands avantages, toutes les améliorations et les réformes que nous promet un Gouvernement aussi libéral que possible? Avec la guerre ne risquerons-nous pas d'aller à reculons dans les voies de la liberté, et même de rappeler l'ancien régime avec les baïonnettes étrangères? Ah! qu'on y réfléchisse mûrement! A notre avis, il y aurait imprudence et vertige d'attaquer un ennemi fort, supérieur en nombre, qui a eu le temps d'achever ses préparatifs de défense, de contracter même de puissantes alliances; tandis que nous, instruits par une triste expérience, ne savons-nous pas quels faibles secours, quelle coopération désordonnée, inconstante et douteuse, nous trouverons en Italie, surtout aujourd'hui que sa partie centrale est républicaniste, c'est-à-dire affaiblie, divisée, et tirillée en tous sens par des factions jalouses et rivales?

D'autre part, pourrions-nous compter sur l'appui de la France qui, depuis si longtemps, se contente chaque année d'une vaine protestation en faveur de ses vieux amis les martyrs de la Pologne?... Non, il ne faut pas compter sur la France, où les Thiers, les Guizot, les Dupin ont accrédité cette maxime égoïste: *Chacun pour soi, chacun chez soi!*... Quant à la Savoie, tous ses régiments sont prêts à se battre pour repousser toute agression ennemie; mais ils ont entendu la voix de la mère patrie qui leur crie: « Je ne veux plus de guerre offensive, aventureuse et funeste, plus d'em-

prunts forcés, plus d'impôts extraordinaires, parce que c'est assez pour moi des sacrifices en hommes, en argent, que j'ai faits pour une cause qui n'est point la mienne. Puisqu'il s'agit de poursuivre ces rêves d'unité et de Constituante italienne, de royaume de la Haute Italie, etc., rêves d'ailleurs dont la réalisation, si elle était possible, nuirait à mes plus chers intérêts, convaincue que je serai oubliée, abandonnée dans un tel revirement politique, suite d'un grand conflit européen. »

Un autre sérieux motif de mécontentement pour la Savoie, c'est d'être, depuis longtemps, privée d'une administration civile, indépendante; c'est-à-dire, depuis qu'Emmanuel-Philibert eut dissout non États généraux et fixé sa résidence à Turin. Oui, depuis longtemps nous éprouvons le besoin d'une loi qui organise et émancipe notre administration intérieure, besoin d'autant plus urgent, que nous sommes dans une position tout-à-fait exceptionnelle, séparés par une grande distance et de hautes montagnes du centre de tous les pouvoirs, avec qui nos relations sont gênées, difficiles, par la différence absolue de notre langue, de nos habitudes, de nos mœurs et de nos principaux intérêts. Nous demandons au Gouvernement une décentralisation administrative sur les bases, et d'après les motifs développés dans un mémoire présenté le 16 février au Ministère, mémoire où les vœux et les besoins de la Savoie sont exposés avec franchise, avec vérité, par la majorité de ses députés et sénateurs présents à Turin. C'est par un sentiment de délicatesse et de loyauté que nous avons soumis ce mémoire à l'autorité compétente, avant de le présenter au Parlement et d'en instruire le public par la voie de la presse. Il ne s'agit point ici de faire l'essai d'une utopie, mais simplement de suivre le conseil donné par les plus grands publicistes, qui pensent que rien n'est plus préjudiciable aux petites nationalités qu'une centralisation administrative, surtout quand elle s'exerce à une grande distance et avec les difficultés que nous avons signalées.

Aujourd'hui que notre Gouvernement par un généreux et libéral concours favorise l'émancipation des peuples d'Italie, pourrait-il refuser à notre pays la décentralisation administrative qu'il réclame? L'autonomie de la Savoie n'est-elle pas aussi naturelle, aussi juste, aussi sacrée, que celle du Milanais et du Vénitien?

Una voce. È fuori della questione!

CHENAL. C'est même séditieux; et je prie monsieur le président de rappeler l'orateur à la question.

COSTA DE BEAUREGARD. Je prie monsieur le président de rappeler à l'ordre monsieur Chenal.

CHENAL. Ceux qui doivent être rappelés à l'ordre sont précisément ceux qui font un appel séditieux au pays, et qui cherchent à y jeter des germes de division propres à l'affaiblir. (*Vivissimi applausi nella Camera e nelle gallerie*)

IL PRESIDENTE. J'invite monsieur le député Mongellaz à ne pas s'écarter de la question.

MONGELLAZ. Qu'on me laisse parler jusqu'au bout, et l'on verra que c'est là une question à examiner. Du reste, je n'en parle ici qu'en passant, et je dis que dans votre intérêt, comme dans le nôtre, vous ne refuserez pas à la Savoie cette légitime part de réforme et de liberté. Alors vous verrez s'accroître son dévouement en proportion du développement moral et du bien-être matériel qu'elle devra à votre justice, et se trouvant enfin dans une position fixe, naturelle, administrativement indépendante, la Savoie n'aura rien de mieux à attendre, rien de plus à désirer. Vous conserverez une alliée fidèle, qui d'une main forte et invincible vous gardera la clef des Alpes, et qui dans les circonstances les plus critiques ne vous fera jamais défaut.